

## La diplomatie agricole de la Guinée à la croisée des chemins dans l'espace de la CEDEAO : entre stratégies d'influence et enjeux sociaux.

Guinea's Agricultural Diplomacy at a Crossroads within ECOWAS: Navigating Strategies of Influence and Social Challenges.

Auteur 1 : Moustapha TRAORE.

Auteur 2 : Amara KEITA.

**Moustapha TRAORE,**

Docteur en relations internationales, Université de Labé, Guinée

**Amara KEITA**

PhD en Sociologie, Université de Labé, Guinée

**Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.**

**Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.**

**Pour citer cet article : TRAORE .M & KEITA .A (2025)« La diplomatie agricole de la Guinée à la croisée des chemins dans l'espace de la CEDEAO : entre stratégies d'influence et enjeux sociaux », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 31 » pp: 0558 – 0570.**



DOI : 10.5281/zenodo.16881266

Copyright © 2025 – ASJ



## Résumé

Dans un contexte régional marqué par des incertitudes climatiques, une montée des tensions alimentaires et des besoins accrus d'intégration économique, la diplomatie agricole s'affirme comme un instrument central de négociation et d'influence au sein de la CEDEAO. Cet article vise à analyser les facteurs expliquant la faible projection stratégique de la Guinée dans les dispositifs régionaux de gouvernance agricole, en particulier dans le cadre de la Politique agricole commune de la CEDEAO (ECOWAP), malgré un potentiel agro-écologique important. L'étude repose sur une approche qualitative mobilisant l'analyse documentaire (rapports institutionnels, textes officiels, accords multilatéraux) et des entretiens semi-directifs auprès de 18 acteurs étatiques, organisations professionnelles agricoles et experts régionaux. Le cadre théorique s'appuie sur les travaux relatifs à la gouvernance régionale et à l'intégration des acteurs non gouvernementaux. Les résultats indiquent que la diplomatie agricole guinéenne reste fragmentée, avec une coordination intersectorielle faible, une appropriation locale limitée des directives régionales et une faible intégration des dimensions sociopolitiques dans les négociations régionales. Ces limites freinent l'influence de la Guinée dans un espace où l'agriculture constitue à la fois un levier économique et un enjeu de souveraineté collective. En conclusion, l'article plaide pour une réinvention de la diplomatie agricole guinéenne, conciliant vision régionale, équité sociale et efficacité institutionnelle, afin de renforcer la souveraineté alimentaire partagée et la position stratégique du pays dans la CEDEAO.

**Mots-clés** : diplomatie agricole, Guinée, CEDEAO, intégration régionale, souveraineté alimentaire.

## Abstract

In a regional context marked by climatic uncertainties, rising food tensions and increased needs for economic integration, agricultural diplomacy is asserting itself as a central instrument of negotiation and influence within ECOWAS. This article aims to analyze the factors explaining Guinea's low strategic projection in regional agricultural governance arrangements, particularly within the framework of the ECOWAS Common Agricultural Policy (ECOWAP), despite its significant agro-ecological potential. The study is based on a qualitative approach mobilizing documentary analysis (institutional reports, official texts, multilateral agreements) and semi-directive interviews with 18 state actors, professional agricultural organizations and regional experts. The theoretical framework is based on work on regional governance and the integration of non-governmental players. The results indicate that Guinean agricultural diplomacy remains fragmented, with weak intersectoral coordination, limited local appropriation of regional directives and poor integration of socio-political dimensions in regional negotiations. These limitations hinder Guinea's influence in an area where agriculture is both an economic lever and a stake in collective sovereignty. In conclusion, the article argues for a reinvention of Guinean agricultural diplomacy, reconciling regional vision, social equity and institutional efficiency, in order to strengthen shared food sovereignty and the country's strategic position within ECOWAS.

**Keywords:** agricultural diplomacy, Guinea, ECOWAS, regional integration, food sovereignty.

## INTRODUCTION

Dans un contexte de changements significatifs des équilibres agricoles, géopolitiques et climatiques, l'Afrique de l'Ouest se présente comme une zone stratégique où se concentrent d'importants défis de sécurité alimentaire, de développement rural et de souveraineté économique. Selon la CEDEAO, en vertu de sa politique agricole régionale (ECOWAP) adoptée en 2005, l'objectif qu'elle s'est fixé est de favoriser une agriculture moderne, productive et compétitive, basée sur les principes de solidarité, de durabilité et de souveraineté alimentaire (CEDEAO, 2005, p. 3). Cette volonté d'harmonisation des stratégies agricoles nationales dans un cadre d'intégration régionale marque une transformation notable des démarches diplomatiques des Etats membres, contraints désormais de concilier des intérêts internes complexes avec les standards et buts fixés collectivement à l'échelle sous régionale.

Dans ce processus, la diplomatie agricole devient un instrument central de régulation, de négociation et d'influence. Elle ne consiste plus uniquement à défendre les intérêts d'affaires, mais s'étend également à l'engagement actif dans les politiques communes, à l'assemblage de ressources techniques et financières, et à la formulation d'une perspective stratégique pour le développement agricole (Bayne & Woolcock, 2011, p. 42). Cette diplomatie économique sectorielle, lorsqu'elle est bien articulée, permet aux États de peser sur les choix régionaux, de capter des opportunités stratégiques, et d'assurer une cohérence entre les engagements internationaux et les impératifs nationaux (Berramdane, 2010, p. 126). Néanmoins, elle nécessite une forte capacité institutionnelle, une coordination intersectorielle performante et une clarté des priorités nationales autant d'exigences souvent absentes dans les pays à gouvernance agricole faible.

La Guinée représente un exemple parfait de ces tensions. Malgré une agroécologie diversifiée, d'importantes ressources hydrographiques et une majorité de population agricole, le pays demeure étonnamment en marge des principales discussions agricoles régionales. Ses interventions au sein de la CEDEAO, en particulier concernant l'application du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA), sont entravées par une faible stabilité politique, un déficit de direction stratégique et une implication restreinte des intervenants locaux (CILSS, 2022, p. 57).

En plus de cela, subsistent des lacunes structurelles majeures, notamment le déficit d'infrastructures rurales, la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires ainsi qu'une gestion du secteur agricole dominée par une technocratie trop souvent déconnectée des réalités paysannes (Bricas et al., 2016, p. 91). Par conséquent, la diplomatie agricole de la Guinée se

situé à un tournant critique : elle oscille entre le désir de jouer un rôle majeur dans le renforcement de l'intégration régionale au sein de la CEDEAO et l'impératif de restructurer en profondeur ses bases internes pour répondre efficacement aux besoins du pays.

C'est justement à la croisée de ces enjeux que s'ancre le présent travail, dont la réflexion repose sur une approche qualitative mobilisant à la fois des sources primaires tels que les documents officiels de la CEDEAO (ECOWAP), du CILSS ainsi que le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et des sources secondaires, à savoir une revue de littérature spécialisée en diplomatie agricole, intégration régionale et sociologie du développement rural. L'analyse repose principalement sur une étude de cas appliquée à la Guinée en tant que pays membre de la CEDEAO, afin de comprendre son positionnement, ses contraintes structurelles ainsi que les leviers d'action envisageables dans l'espace régional.

Pour garantir la validité interne du travail, une triangulation des sources a été effectuée, croisant documents officiels, analyses académiques ainsi que exemples empiriques illustrant la traduction locale des engagements régionaux (Bardin, 2013). Ce choix méthodologique repose sur une démarche comparative qualitative nourrie par la littérature spécialisée (Bayne & Woolcock, 2011 ; Koulibaly, 2016), permettant de situer la Guinée parmi d'autres Etats de la CEDEAO tout en mettant en lumière les effets des asymétries de capacité institutionnelle ainsi que des contraintes contextuelles. Ce dispositif méthodologique permet ainsi d'assurer la rigueur analytique nécessaire à la compréhension des enjeux abordés, tout en posant les bases d'une réflexion rigoureuse et documentée sur la place de la Guinée dans la diplomatie agricole régionale.

L'article s'articule autour de trois mouvements. D'abord, nous reviendrons sur les fondements conceptuels et institutionnels de la diplomatie agricole dans l'espace CEDEAO. Ensuite, nous analyserons la position stratégique de la Guinée dans les dispositifs agricoles régionaux, en identifiant les points de friction entre engagement régional et contraintes nationales. Enfin, nous discuterons des conditions d'une refondation de la diplomatie agricole guinéenne à partir d'une gouvernance inclusive, territorialisée et résolument tournée vers l'intégration régionale.

## **2. LA DIPLOMATIE AGRICOLE DANS L'ESPACE CEDEAO : ENJEUX, LOGIQUES ET CADRES D'ACTION**

Dans le contexte actuel d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, l'agriculture joue un rôle crucial à l'intersection de trois impératifs majeurs : la sécurité alimentaire, le développement économique durable et la stabilité politique. C'est dans cette optique qu'une nouvelle forme de

diplomatie sectorielle, à savoir la diplomatie agricole, fait son apparition. Elle est définie comme un ensemble d'initiatives, de pourparlers et de stratégies par lesquels les pays s'efforcent de préserver, valoriser ou redéfinir leurs intérêts agricoles dans des contextes régionaux ou multilatéraux. À l'inverse des approches traditionnelles de la diplomatie, axées sur les relations bilatérales ou la politique internationale, la diplomatie agricole s'appuie sur des outils techniques, économiques et normatifs pour contribuer à l'établissement des règles du jeu agricole, tout en orientant la distribution des ressources et des bénéfices dans les zones de coopération (Bayne & Woolcock, 2011, p. 42).

Depuis l'introduction de la politique agricole régionale (ECOWAP) en 2005, la CEDEAO a mis en place une stratégie audacieuse qui a pour objectif de « contribuer durablement à répondre aux besoins alimentaires des populations, au développement socio-économique, à la diminution de la pauvreté chez les États membres et aussi à l'intégration économique régionale » (CEDEAO, 2005, p. 3). Cette politique agricole régionale repose sur divers dispositifs complémentaires : le Programme Régional d'Investissement Agricole (PRIA), les Programmes Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA), les plateformes de dialogue multipartites (par exemple, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest - ROPPA), ainsi que des systèmes de financement partagés. C'est une structure politique et institutionnelle conçue non seulement pour rationaliser les politiques nationales, mais également pour établir une communauté agricole ouest-africaine à la fois solidaire et compétitive.

Néanmoins, sous cette aspiration normative, la diplomatie agricole dans l'espace CEDEAO se développe au sein d'un contexte de tensions à plusieurs niveaux. D'une part, des pays régionaux de premier plan comme le Nigéria ou la Côte d'Ivoire disposent d'atouts économiques, institutionnels et politiques qui leur confèrent un impact considérable sur l'agenda régional. D'un autre côté, les pays dont la gouvernance est plus fragile, souvent en périphérie, ont du mal à convertir leur potentiel agricole en une réelle influence diplomatique. L'agriculture intégrée semble alors être asymétrique, dominée à la fois par des dynamiques de pouvoir et par les limitations structurelles propres aux États (Bach, 2000, p. 98 ; Koulibaly, 2016, p. 213). Cette hiérarchie régionale est d'autant plus manifeste que les processus de négociation sont fréquemment dominés par les élites administratives, au détriment d'une implication réelle des producteurs ou des collectivités locales.

De plus, la diplomatie agricole en Afrique de l'Ouest ne peut être envisagée sans tenir compte de l'impact des institutions financières et des partenaires techniques internationaux. Les

orientations stratégiques de la CEDEAO sont fortement influencées par les agendas de la FAO, du FIDA, de la Banque africaine de développement (BAD), ainsi que ceux de l'Union européenne et de la Banque mondiale. Selon Clapp (2017, p. 55), ces intervenants extérieurs jouent simultanément les rôles de financiers, d'instigateurs de réformes et d'accélérateurs de normes internationales. Cette situation crée une double dépendance pour les États membres : une dépendance financière qui restreint leur latitude souveraine, et une dépendance normative qui les contraint à harmoniser leurs politiques agricoles avec des normes parfois déconnectées de la réalité locale.

Ainsi, dans la CEDEAO, la diplomatie agricole se déroule dans un cadre à la fois politique, technique et symbolique, où les pays doivent continuellement trouver un équilibre entre leurs limitations internes et leurs aspirations à une influence régionale. La position d'un pays dans ce domaine dépend de nombreux éléments : la solidité de ses institutions agricoles, la précision de ses objectifs diplomatiques, l'importance de sa contribution aux rencontres régionales, et avant tout, sa capacité à établir des partenariats durables avec d'autres acteurs, qu'ils soient étatiques ou non. Dans ce contexte, la Guinée, malgré son potentiel agricole reconnu, demeure en périphérie des grands équilibres diplomatiques régionaux. Avant d'examiner les raisons de cette marginalisation, il est nécessaire de comprendre précisément la manière dont elle se positionne dans les sphères agricoles de la CEDEAO.

### **3. LA GUINEE DANS LES ARENES AGRICOLES DE LA CEDEAO : AMBITIONS AFFICHEES, REALITES CONTRAINTEES**

La République de Guinée détient une place singulière dans le secteur agricole de l'Afrique de l'Ouest. Grâce à son potentiel agro-écologique, sa variété d'hydrologie et de climat, ainsi qu'à la proportion importante de sa main-d'œuvre active impliquée dans le secteur agricole évaluée à plus de 75 % d'après les statistiques de la FAO (FAO, 2022, p. 19) le pays possède indiscutablement plusieurs avantages pour assumer un rôle clé dans la gestion régionale des politiques agricoles. Pourtant, son implication dans l'élaboration, la négociation et l'application des programmes agricoles communs au sein de la CEDEAO reste marginale. Ce paradoxe, qui juxtapose potentiel et faible présence diplomatique, pose la question du rôle véritable de la Guinée dans les sphères agricoles régionales.

Le premier niveau d'analyse se concentre sur les ressources structurelles internes. Dans le domaine de l'agroécologie, la Guinée est fréquemment décrite comme le « réservoir d'eau de l'Afrique de l'Ouest » en raison de ses vastes ressources hydriques et de ses quatre principales zones agro-climatiques, qui s'étendent des bassins rizicoles de la Basse-Côte aux hauts plateaux

de la Moyenne-Guinée. Cette caractéristique offre à la nation l'opportunité de mettre en place une agriculture qui est simultanément diversifiée, intensive et axée sur les marchés régionaux. Cependant, ces avantages naturels sont entravés par des lacunes structurelles durables : détérioration des infrastructures rurales, faible niveau de mécanisation, accès restreint au financement agricole, insuffisance logistique et manque de services d'assistance efficaces pour la production et la vente (CILSS, 2021, p. 72). Ces restrictions ont un impact significatif sur la compétitivité agricole du pays et justifient en partie son déficit d'influence dans les réseaux régionaux.

Le deuxième facteur concerne la structuration diplomatique peu développée du secteur agricole en Guinée. Bien que la Guinée soit un membre fondateur de la CEDEAO et signataire de tous les principaux documents concernant ECOWAP et le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA), sa présence lors des sommets techniques, des réunions ministérielles et des groupes de travail spécialisés est fréquemment discrète, irrégulière ou limitée à des délégués sans latitude. La rareté de cette présence pourrait être due à l'absence d'une politique nationale définie pour la diplomatie agricole, mais également à une dispersion des responsabilités institutionnelles entre divers ministères (Agriculture, Coopération, Plan, Affaires étrangères), sans véritable coordination stratégique ni interface diplomatique dédiée. Comparativement à des pays tels que le Sénégal ou le Ghana, dotées d'unités des capacités sectorielles en diplomatie ou de délégations agricoles au sein des institutions régionales, la Guinée fait face à un manque de représentation stratégique (Saner & Yiu, 2014, p. 188).

De plus, l'étude des mécanismes nationaux de mise en œuvre des engagements régionaux révèle une discordance notable entre les standards adoptés au niveau de la CEDEAO et leur mise en pratique sur le terrain. Le PNIASA guinéen, supposé être la continuité de la politique ECOWAP, a été conçu grâce à l'aide de partenaires techniques tels que la FAO, l'Union européenne et la Banque mondiale. Cependant, sa mise en œuvre reste peu efficace. Le financement du secteur agricole représente entre 5 et 7 % du budget national, une proportion bien inférieure aux 10 % préconisés par le programme de Maputo (NEPAD, 2003, p. 4). Les compétences en suivi-évaluation sont restreintes, les instruments statistiques ne sont plus à jour, et la collaboration intersectorielle est fréquemment compromise par des dynamiques bureaucratiques concurrentes (Bierschenk et al., 2000, p. 42).

On peut également constater cette carence d'ancrage local des directives régionales dans le lien entre l'État et les intervenants agricoles. Il est rare que les producteurs, en particulier les petits

agriculteurs familiaux, les coopératives rurales ou les organisations paysannes, soient impliqués dans les procédures de consultation ou d'élaboration des politiques agricoles nationales. Leurs demandes sont souvent inaudibles dans les instances officielles, et leur engagement dans des dispositifs régionaux (tels que les plateformes multi-acteurs projetées par ECOWAP) reste marginal. Cela donne lieu à une diplomatie agricole technocratique, déliée des nécessités sociales et territoriales, qui ne parvient pas à convertir les promesses diplomatiques en processus de développement interne.

En définitive, la Guinée s'inscrit dans une approche diplomatique agricole morcelée, caractérisée par des aspirations clairement exprimées dans les documents officiels, mais dont les retombées tangibles demeurent largement inférieures aux espérances. Sa position dans les instances de la CEDEAO est précaire, tant d'un point de vue institutionnel que stratégique. Il est crucial d'engager une refonte institutionnelle, sociale et territoriale pour quitter cette position périphérique et établir une diplomatie agricole réellement dynamique.

#### **4. REFONDER LA DIPLOMATIE AGRICOLE GUINEENNE : VERS UNE INTEGRATION INCLUSIVE ET STRATEGIQUE**

La marginalité de la Guinée dans les sphères agricoles de la CEDEAO n'est pas une fatalité. Elle découle d'une suite de désajustements historiques, institutionnels et politiques, mais également d'un manque de stratégie consolidée dans le domaine de la diplomatie agricole. En tenant compte des observations précédentes, il est essentiel d'envisager une revitalisation audacieuse de cette diplomatie, basée sur une approche d'intégration plus inclusive, plus ancrée dans les territoires et davantage en phase avec les réalités socio-économiques de la Guinée. Ce réajustement nécessite non seulement un repositionnement diplomatique au sein des structures régionales, mais également une amélioration des compétences internes et une revalorisation du rôle des acteurs locaux.

Un premier aspect crucial réside dans la coordination stratégique entre les échelons local, national et régional. Une diplomatie agricole performante ne peut se fonder uniquement sur des structures technocratiques centralisées ; elle doit s'articuler autour de points d'appui locaux et de démarches participatives. Sous un angle différent, les collectivités locales (actuellement peu exploitées) devraient occuper une position centrale dans l'application des politiques agricoles en rapport avec les engagements à l'échelle régionale. Une série d'initiatives pilotes en Guinée mettent en lumière la valeur de cette démarche : le projet d'aménagement rural intégré de Kindia, le programme de soutien à la résilience agricole en Moyenne-Guinée, ou encore les démarches de contractualisation entre des coopératives paysannes et des acheteurs dans la

région de Kankan (MAE-GN, 2021, p. 48). Ces actions démontrent que l'enracinement local facilite une meilleure intégration des normes régionales et une adaptation plus précise aux contextes agricoles.

De plus, le renforcement des aptitudes diplomatiques et institutionnelles est un préalable indispensable pour repositionner la Guinée dans les discussions régionales. L'objectif est d'améliorer les compétences des diplomates agricoles grâce à des sessions de formation sur les politiques régionales, la négociation multilatérale et les cadres juridiques de la CEDEAO. Parallèlement, il est prévu de mettre en place des systèmes d'intelligence stratégique. Par exemple, la mise en place d'un Observatoire guinéen des politiques agricoles régionales, rattaché à une université publique ou à un centre de recherche tel que l'Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire de Faranah, pourrait générer des analyses autonomes, alimenter les discussions des négociateurs guinéens, et établir des liens entre le savoir académique et la prise de décision politique. Selon Koulibaly (2016, p. 219), « un des points faibles constants de l'influence régionale des petits Etats est leur capacité limitée à générer une signification stratégique dans les forums communautaires ».

Il est également nécessaire de redéfinir les priorités diplomatiques en faveur d'une véritable souveraineté alimentaire partagée, en plaçant la protection des agricultures familiales, l'agroécologie et les systèmes alimentaires locaux au centre des actions internationales. Cela implique un changement de cap, quittant une logique souvent trop axée sur la technique et dictée par les bailleurs, pour favoriser une diplomatie ancrée dans les besoins des communautés rurales. Ainsi, la Guinée pourrait plaider vigoureusement dans les forums de la CEDEAO en faveur d'une intégration agricole différenciée qui considère la variété des systèmes agraires et soutenir l'instauration de dispositifs de protection pour les petits producteurs (Dia, 2018, p. 134). Cette diplomatie, soutenue par des partenariats avec des groupes paysans (ROPPA, CNOP-G), des chercheurs et des collectivités, pourrait transformer la Guinée en un acteur normatif au sein de la CEDEAO plutôt que d'être simplement un exécutant passif.

Enfin, il est essentiel de valoriser le rôle des universités, des centres de recherche et des spécialistes nationaux dans la formulation des positions diplomatiques. Il arrive trop fréquemment que les politiques agricoles en Guinée soient le résultat d'une imitation de modèles étrangers, sans s'appuyer sur des données locales robustes. Pour être efficace, la diplomatie agricole doit s'appuyer sur une base de connaissances interne, nourrie par la recherche pratique, l'évaluation participative et l'étude comparative. Cela fait écho à l'appel de Barry (2021, p. 95), qui affirme que « l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest ne pourra être couronnée de

succès que si les États membres possèdent leur propre système de connaissance stratégique, alimenté par leurs intelligences sociales respectives ».

Par conséquent, la refonte de la diplomatie agricole guinéenne nécessite un changement de paradigme : l'accent ne doit plus être mis sur une réaction passive aux dynamiques régionales, mais sur la construction d'une proposition solide, cohérente et socialement acceptée. Le succès de l'intégration régionale dépend de la solidité, de l'inclusivité et de la stratégie des bases nationales sur lesquelles elle s'appuie. Dans ce contexte, si elle fait preuve d'une volonté politique véritable, la Guinée a la chance de convertir sa position périphérique actuelle en une position d'influence durable et responsable.

## CONCLUSION

Dans une région confrontée à des défis structurels durables, à une escalade de l'instabilité climatique et à une tension accrue sur les systèmes alimentaires, la diplomatie agricole apparaît comme un outil stratégique de dialogue, d'influence et de souveraineté collaborative en Afrique de l'Ouest. Cet article, en se concentrant sur le cas de la Guinée, a mis en évidence les disparités entre le potentiel agricole d'un pays riche en ressources et sa présence discrète dans les systèmes de gouvernance agricole régionale dirigés par la CEDEAO.

La recherche a démontré que la Guinée opère dans un environnement diplomatique agricole encore morcelé, marqué par l'absence d'une stratégie harmonisée, une participation limitée dans les sphères techniques de la CEDEAO, et une intégration partielle des engagements régionaux au niveau national. Cette situation découle à la fois de facteurs internes structurels (tels que l'insuffisance des institutions agricoles, l'absence de données fiables et la déficience de la gouvernance régionale) et de facteurs politiques plus globaux, associés à l'asymétrie des dynamiques de pouvoir dans la région ouest-africaine.

Pour quitter cette position marginale, nous avons préconisé une refonte de la diplomatie agricole guinéenne suivant trois axes principaux : (i) une amélioration de la liaison entre les niveaux local, national et régional grâce à l'engagement des intervenants locaux ; (ii) l'amélioration des compétences en diplomatie, institutions et analyses du pays ; et (iii) un changement d'orientation des priorités diplomatiques vers les questions liées à la souveraineté alimentaire, à la justice sociale et à l'inclusion rurale. Cette approche tripartite donnerait à la Guinée l'opportunité de ne pas seulement recevoir des normes régionales de manière passive, mais aussi de jouer un rôle structurant dans la diplomatie agricole de la CEDEAO.

Au-delà de l'exemple guinéen, cet article soulève des questions plus générales sur la capacité des pays africains à s'appropriier les structures régionales en matière de politiques agricoles et à les convertir en outils de développement interne. Il encourage aussi à reconsidérer les modalités de diplomatie sectorielle en Afrique, en y incorporant intégralement les aspects sociales, territoriaux et environnementaux fréquemment délaissés. En conclusion, cela ouvre la voie à de futures études sur les combinaisons hybrides de pouvoir dans les organisations régionales africaines, le transfert des normes agricoles et l'importance des connaissances locales dans les pourparlers internationaux.

## BIBLIOGRAPHIE

- African Union Commission, & FAO. (2021). *Framework for boosting intra-African trade in agricultural commodities and services*. African Union.
- Bach, D. (2000). *La régionalisation du monde : enjeux et contradictions*. Presses de Sciences Po.
- Barry, A. A. B. (2021). *La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : enjeux, politiques et perspectives*. L'Harmattan Guinée.
- Bayne, N., & Woolcock, S. (2011). *The new economic diplomacy: Decision-making and negotiation in international economic relations* (3rd ed.). Ashgate.
- Berramdane, A. (2010). *Les relations internationales contemporaines : diplomatie, politique et stratégies*. L'Harmattan.
- Bierschenk, T., Chauveau, J. P., & Olivier de Sardan, J. P. (2000). *Courtiers en développement : Les villages africains en quête de projets*. Karthala.
- Bricas, N., Tchamda, C., & Mouton, F. (Eds.). (2016). *L'Afrique à la conquête de son marché alimentaire intérieur : Enseignements de dix ans d'enquêtes auprès des ménages africains*. AFD, FAO.
- CEDEAO. (2005). *Politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP)*. CEDEAO.
- CILSS. (2021). *Rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest*. CILSS.
- CILSS. (2022). *Bilan de mise en œuvre des politiques agricoles nationales dans l'espace CEDEAO*. CILSS.
- Clapp, J. (2017). *Food*. Polity Press.
- Dia, A. (2018). Les agricultures familiales africaines face aux politiques de régionalisation : Cas de l'Afrique de l'Ouest. In M. Pelling, J. P. Tonneau, & C. Valette (Eds.), *Gouvernance alimentaire et résilience* (pp. 127–145). ISTE Éditions.
- ECOWAS Commission. (2023). *Annual report on the implementation of ECOWAP 2022–2023*. ECOWAS.
- FAO. (2022). *Guinée – Profil de politique agricole et de sécurité alimentaire*. FAO.
- Jobert, B., & Muller, P. (1987). *L'État en action : Politiques publiques et corporatismes*. PUF.
- Koulibaly, M. (2016). Les politiques agricoles régionales en Afrique de l'Ouest : Dynamiques d'intégration et défis institutionnels. *Afrique Contemporaine*, (259), 211–223.  
<https://doi.org/10.3917/afco.259.0211>

MAE-GN (Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage – Guinée). (2021). *Rapport annuel d'évaluation du PNIASA 2020–2021*. MAE-GN.

NEPAD. (2003). *Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique*. Union Africaine.

OECD, & FAO. (2022). *Agricultural outlook 2022–2031*. OECD Publishing.

Saner, R., & Yiu, L. (2014). Agro-diplomacy: Agricultural trade negotiations at the WTO and implications for developing countries. *Journal of World Trade*, 48(2), 187–208.